

Extrait du CADTM

<http://www.cadtm.org>

Féminismes en mouvement. Des suffragettes aux « alter-féministes »

- Français -

Date de mise en ligne : mercredi 13 mai 2009

CADTM

Le féminisme fut sans conteste l'un des événements politiques majeurs du 20^e siècle. La différence de sexe est la seule à être universelle et transversale : aussi traverse-t-elle toutes les discriminations, de classe, de « race », de culture, de religion... De par leurs luttes, les féministes ont libéré la parole de la chape de plomb patriarcale et démontré que la domination des hommes sur les femmes n'était nullement « naturelle », mais socialement construite et dès lors, susceptible d'être combattue et abolie.

Si, à l'aube de ce XXI^{ème} siècle, le féminisme semble avoir partiellement réussi à imposer l'égalité sur les plans civils et politiques (mais non encore économique), ces acquis n'en demeurent pas pour autant protégés. De fait, ils sont même plutôt perpétuellement menacés de régression sous l'influence conjuguée de fondamentalismes et extrémismes de tous bords [1]. Ainsi, a contrario de ce que déclarait Simone de Beauvoir en 1949 [2], plutôt que de penser que la lutte est terminée parce que l'on a gagné un certain nombre de batailles, les féministes ont tout intérêt à maintenir la mobilisation. D'autres combats doivent encore être menés pour atteindre l'émancipation de toutes les citoyennes de ce monde. L'un d'entre eux sera de remédier au défaut de mémoire, de visibilité et de valorisation des victoires féministes passées. Cette étude, en s'intéressant aux multiples évolutions - tant idéologiques qu'organisationnelles - des féminismes, tend à combattre cette propension à l'amnésie au sein du mouvement.

Féminisme de « la première vague » et néo-féminisme

Le féminisme, comme mouvement collectif de lutte de femmes, émerge dans la seconde moitié du 19^e siècle. Il se manifeste comme tel aux Etats-Unis durant la guerre d'indépendance et lors de la lutte anti-esclavagiste. En Europe, il s'implante à la faveur des bouleversements politiques et sociaux de l'époque et trouve un terrain favorable dans le décollage de l'industrialisation, l'élévation du niveau de vie, les courants de démocratisation, de laïcisation ainsi que de « lutte des classes ». Partout où il se développe, tout en étant empreint de fortes spécificités nationales, ce mouvement - qualifié de féminisme de « la première vague [3] », présente des constantes qui lui permettent d'acquérir une dimension internationale dès la fin du 19^{ème}. La reconnaissance de l'oppression systématique des femmes et du partage inégalitaire des pouvoirs entre les sexes et ce, à l'heure de l'affirmation de l'universalisation des droits humains, forgera l'essence de sa combativité politique. En ce sens, la revendication majeure de ce féminisme consistera en l'obtention de droits égaux en matière d'éducation, de législation du travail mais également, au sein de la famille et de la sphère politique. Cette exigence primordiale à participer comme citoyennes à part entière à la gestion de la chose publique - via entre autres, l'obtention du droit de vote - sera considérée, par les historiennes du mouvement, comme LA lutte caractéristique des féministes de « la première vague » : c'est en effet autour de cette question que les actions les plus spectaculaires se sont produites aux Etats-Unis, en Inde - lorsque la Women's Indian Association entama la lutte suffragiste en 1917 à Madras - , en Europe et dans l'ensemble des pays où le féminisme se renforçait.

Issu d'un nouveau radicalisme faisant coïncider émancipation individuelle et émancipation collective, le Mouvement de libération des femmes (MLF) ou néo-féminisme, naquit dans la foulée des courants contestataires de 1968. Prolongeant les revendications des mouvements noirs américains, Black Power puis Black Panthers, les féministes dénoncèrent les valeurs universalistes comme étant celles des groupes dominants. Ainsi, les deux mouvements, par des voies différentes, remirent en question certaines attitudes culturelles et psychologiques et dénoncèrent des inégalités économiques et politiques ignorées jusque là. Ils favorisèrent également, à des degrés divers, l'apparition dans les pays du Sud, de nouvelles associations féminines à forte connotation sociale, ethnique ou culturelle mettant l'accent sur le renforcement de la confiance en ses propres capacités et réfutant la suprématie du modèle occidental de développement. De fait, comment considérer un modèle qui consacre l'exploitation de la nature, des femmes et de l'humain en général, comme efficace et abouti ?

Les trois « familles » idéologiques du néo-féminisme

« Espace politique où des positions et des personnes diverses se confrontent sans porter atteinte à cet objectif fondamental qu'on nomme féminisme [4] », le mouvement des femmes se reconnaît d'emblée comme multiple et hétérogène. S'il existe bien un objectif commun aux féministes du Nord comme du Sud - mettre fin à la répartition inégalitaire des droits et des devoirs entre les sexes - la conceptualisation même de cet objectif et les stratégies pour l'atteindre diffèrent considérablement selon les convictions philosophiques, les allégeances politiques ou encore les références théoriques. Le néo-féminisme est un mouvement complexe au croisement de différentes tendances.

Les féministes libérales revendiquent l'égalité des droits entre les sexes et la garantie des libertés individuelles. Les changements doivent se faire par la voie législative. On peut parler d'un *féminisme réformiste* qui table, au travers de politiques d'action positive, sur la priorité donnée aux femmes pour réduire les inégalités. Cette vision libérale des droits ne contient aucune analyse systémique laissant présager la nécessité de changements structurels pour atteindre l'égalité des genres. *Le féminisme institutionnalisé* des années 1980 s'affiliera à ce courant.

Les féministes socialistes ou marxistes, dont Flora Tristan (écrivaine franco-péruvienne - 1803-1844), par le lien qu'elle établit entre « lutte des classes » et « lutte des sexes », fut la figure de proue, affirment que la véritable libération des femmes n'advient que dans un contexte de transformation globale des structures sociales existantes. Les femmes doivent se battre simultanément contre les deux systèmes qui les oppriment, à savoir : le capitalisme ET le patriarcat. *Les féministes « autonomes »*, actrices importantes du mouvement altermondialiste, ont fait leur cette revendication.

Les féministes radicales visent prioritairement la destruction de l'ordre patriarcal, cause primordiale de l'oppression fondamentale et irréductible des femmes. Kate Millett dans *Sexual Politics (1971)* fut l'inventrice du troisième sens - le sens féministe contemporain - du terme « patriarcat ». Suivant cette acception féministe, le patriarcat désigne un système socio-politique où les hommes détiennent le pouvoir. Il est ainsi quasiment synonyme de « domination masculine » ou d'oppression des femmes [5]. Selon les radicales, l'émancipation commence par la réappropriation de son corps (relations sexuelles, vie de famille, etc.) via notamment, le développement de cultures féminines alternatives et la réalisation d'offensives directes contre le patriarcat. Au sein de ce mouvement, les groupes lesbiens mettent en avant la nécessité d'un séparatisme radical pour lutter contre toute contrainte à l'hétérosexualité.

De l'homophobie ordinaire à la peine de mort

Les législations votées au cours des vingt dernières années témoignent d'une évolution des mentalités par rapport à la question homosexuelle : lois sur le mariage, sur l'adoption d'enfants par des couples homosexuels ou encore pénalisation des discriminations et des délits à caractère homophobe. Cependant les opinions publiques n'ont pas toujours suivi et les médias se font presque quotidiennement l'écho de faits divers à caractère homophobe dont les coupables restent trop souvent encore impunis. A titre d'exemples, citons quelques chiffres fournis par *Amnesty International* qui éclairent sur l'homophobie ambiante dans les collèges Etats-Uniens : un collégien américain entend en moyenne des commentaires homophobes (« pédé », « tapette », « gouine », etc.) 26 fois par jour ; dans 97% des cas, les enseignants n'interviennent pas ; 80% des jeunes gays et lesbiennes souffrent gravement d'isolation sociale ; 28% des élèves gays quittent l'école avant d'obtenir leur diplôme, contre seulement 11% des élèves hétérosexuels ; 26% des jeunes gays sont mis à la porte du foyer familial par leurs parents ; 19% des jeunes gays et lesbiennes sont victimes d'agressions physiques à cause de leur orientation sexuelle ; le taux de suicide est 4 fois plus élevé chez les adolescents gays que chez les hétérosexuels ; dans 40 Etats américains sur 50, un(e) enseignant(e) peut être licencié(e) parce qu'il/elle est gay.

Que dire de la Chine qui organise une répression nationale draconienne des populations homosexuelles à la veille, et pendant, les Jeux Olympiques ; de la Russie dont les forces de police opèrent des descentes musclées dans les boîtes gays, sans oublier les pays islamistes où l'homosexualité est illégale et sévèrement condamnée, par des châtiments corporels, des peines d'emprisonnement et la peine capitale.

L'homosexualité reste un motif de discrimination, d'emprisonnement, de torture et même de mort dans de nombreux pays du monde. Elle est illégale dans 26 pays. 8 pays appliquent la peine de mort aux personnes coupables du "crime" que constitue l'homosexualité : il s'agit du Pakistan, de l'Arabie Saoudite, du Yémen, de l'Iran, du Nigeria, de l'Afghanistan, du Soudan et de la Mauritanie (source : *Amnesty International*). Dans un contexte où le genre fait débat, il ne saurait être question d'oublier les aspects homosexuels et transgenres.

Ainsi, le mouvement féministe, loin d'être homogène, permet des positionnements divers puisque rien n'y est prédéfini et que tout s'ancre dans l'expérience et les savoirs des militantes. Les grands combats féministes sur des sujets jusque-là acceptés comme des évidences - le fait de ne pas pouvoir disposer de son corps, d'effectuer le travail ménager sans salaire ou de subir la violence... - se sont menés en partant du plus intime de la vie des femmes pour ensuite problématiser ce vécu en en faisant émerger sa dimension sociale dans l'espace commun [\[6\]](#). C'est de cette manière que s'est construit le projet politique féministe, dans un travail collectif autour de revendications rassemblant des groupes et des personnes qui ne partageaient pas nécessairement les mêmes conditions de vie ou les mêmes idées.

Quels objectifs de luttes pour les néo-féministes ?

Prolongeant les mouvements de contre-culture des années 1960, l'une des priorités des Mouvements de libération des femmes réside dans l'affirmation selon laquelle « *le privé est politique* » : les rapports de genre au sein de la sphère privée familiale ne sont pas exclusivement du ressort de la famille, encore souvent dominée par les hommes, mais résultent tout autant de la responsabilité collective. Ce furent les campagnes pour la reconnaissance du droit à disposer librement de son corps qui constituèrent les événements les plus marquants et les plus importants pour les femmes du 20e siècle. Depuis la « grève des ventres » du 19e siècle, cette revendication fit l'objet de nombreuses batailles. Unaniment portée au niveau international, cette exigence contient l'interrogation suivante : « Qui a le pouvoir de contrôler le corps féminin ? L'Etat, les autorités religieuses, les corporations de médecins, le chef de famille (mari ou père), ou les intéressées ? ». Il s'agit là d'un point décisif car il y va de l'autonomie des femmes. En exigeant

que les femmes aient la maîtrise de leur sexualité et en refusant que ce débat ne soit renvoyé à la sphère privée - qui tend à culpabiliser les rapports individuels - le mouvement féministe a conféré une dimension politique à cette question. Si les mesures de prévention, allant de l'éducation sexuelle jusqu'aux informations sur les méthodes contraceptives modernes (pilules, stérilet, etc.) représentent des conquêtes importantes pour les femmes, d'autres avancées concernant l'autonomisation de la sexualité féminine dans des domaines tels que le rapport femme/maternité ou encore femme/avortement furent significatives. Ainsi, d'une part, la maternité n'est pas, ou plutôt plus, le seul horizon pour une grande partie des femmes mais aussi, le désir de « non-maternité » trouve à s'exprimer de manière positive et non plus comme un manque. D'autre part, le droit à interrompre une grossesse, reconnu à partir des années 1970 dans la majorité des pays d'Europe occidentale, témoigne d'une belle progression de l'autonomie reproductive des femmes [7], du respect de leur autodétermination et de l'espace de liberté qu'elles ont conquis. Notons cependant que, sans cesse, ce droit est menacé par certains courants religieux et/ou de droite refusant de considérer les femmes comme des sujets autonomes. Ainsi, les cas en Europe, de l'Irlande et de la Pologne où l'avortement est non seulement illégal [8] mais encore inconstitutionnel ! Au Sud, la possibilité de mettre fin à une grossesse, sans devoir tomber dans la clandestinité et les nombreux risques pour la vie des femmes qui y sont attachés ne constitue, pas encore malheureusement une réalité.

Avez-vous déjà signé la pétition européenne pour l'avortement ?

Ce mois de juin 2008, la ministre de la Santé polonaise Ewa Kopacz a été excommuniée par l'archevêque Gocłowski pour avoir aidé une jeune fille de 14 ans enceinte à trouver un hôpital susceptible de pratiquer sur elle une IVG (interruption volontaire de grossesse). Madame Ewa Kopacz est désormais la cible d'attaques provenant de diverses organisations anti-avortement comme Pro Life et Fronda et de certains milieux ultra-catholiques. L'archevêque Gocłowski a déclaré : "la ministre s'est mise toute seule en situation d'être excommuniée". Cet épisode malheureux vient rappeler l'urgence de signer la pétition lancée à l'initiative d'IFE (Initiative Féministe Européenne) pour le droit à l'avortement en Europe, pour toutes les femmes et dans tous les pays. L'objectif de cette initiative est d'arriver à ce qu'un million d'Européen(ne)s signent la pétition d'ici 2009 (année des élections européennes).

Voici l'adresse de la pétition en ligne : <http://www.lapetition.com/sign1.cfm?numero=1682>

Parmi les nombreux autres combats des néo-féministes, beaucoup se situent sur le terrain des revendications politiques. Des requêtes pour l'amélioration du statut juridique des femmes sont sans cesse formulées de même que l'exigence de voir se concrétiser une extension sensible de leurs droits à la représentation en politique et dans les instances de décision. Un Code de la famille respectueux des femmes, le bannissement des violences - viols, harcèlement sexuel, etc. - accompagné de sanctions effectives, une réelle liberté sexuelle non emprunte d'une hétéro-normativité contrainte, la garantie du respect du droit du travail des femmes, l'égalité en matière de rémunération salariale...constituent autant de domaines de lutte pour les féministes et leurs allié(e)s.

L'institutionnalisation du féminisme

Surgi de la rue pour élaborer une critique du pouvoir, organisé autour de structures et de groupes autonomes, le néo-féminisme avait rompu avec les formes de luttes de la gauche traditionnelle, constituant en cela plutôt une exception dans la scène politique de l'époque. Mais peu à peu la mobilisation diminue, les mouvements se différencient et se fragmentent. La rue cesse d'être le quartier général du néo-féminisme.

L'option d'une politique de participation et d'intégration

Dès le milieu des années 1970, une nouvelle stratégie de lutte se dessine : « Pourquoi ne pas passer de l'agitation politique à l'institution politique ? ». Les conférences internationales des femmes sous l'égide de l'ONU [9] seront le lieu privilégié de mise en oeuvre de cette nouvelle approche. Elles permettront aux femmes provenant de courants idéologiques, d'environnements socioéconomiques et de cultures diverses de se rencontrer, de débattre et d'éventuellement nouer des alliances. Ainsi, progressivement, l'ancienne querelle sororale qui opposait femmes du Nord et du Sud en raison de leurs différents centres d'intérêt (*grosso modo*, il s'agit au Nord des libertés sexuelles et de la violence masculine tandis qu'au Sud, la lutte contre la pauvreté et l'impérialisme seront prioritaires) cède le pas à une volonté de se comprendre et de lutter ensemble. Des réseaux mondiaux tels WEDO (Organisation des femmes

pour l'environnement et le développement) ou DAWN (Development Alternatives with Women for a New Era) se mettent en place.

Intégrer des thèmes spécifiquement féminins à l'agenda des Nations unies, promouvoir l'idéal féministe (l'égalité absolue des sexes) au sein des politiques de développement en y adjoignant la dimension du genre, revendiquer compétence et responsabilité, et, surtout, participer : voilà les principaux objectifs que s'assignèrent les femmes lors de ces différentes conférences. Par cette dynamique de participation et de dialogue, la voix des femmes portée au sein des instances de l'ONU ne contiendra plus ni accents radicaux ni potentialités transformatrices. En lieux et place de modifications structurelles globales, les tenants du féminisme institutionnalisé estiment qu'une « réforme égalitaire » du système économique et politique sera suffisante pour atteindre l'égalité des genres. Dès lors, l'on peut affirmer le constat suivant : le féminisme institutionnalisé signe la domestication du féminisme qui, de contre-pouvoir, se mue en pouvoir sans pouvoir (les priorités sont déterminées non par les femmes mais par l'appareil de l'ONU). Leur participation assidue aux manifestations internationales (Sommets, colloques, séminaires...) organisées par l'ONU a permis aux représentantes de ce féminisme institutionnalisé de perfectionner leurs techniques de *lobbying*. Apparaît dès lors, « *un nouveau type de professionnelles de la politique (...) une catégorie transnationale et transculturelle de lobbyistes de la jet-set, qui connaissent bien leur sujet, maîtrisent bien leurs outils et ont des dons certains pour la rhétorique. Elles parcourent désormais le monde tous frais payés avec leur salaire confortable et une très haute opinion d'elles-mêmes* [\[10\]](#) ». Cette spécialisation s'accompagna d'une hiérarchisation au sein des ONG et associations féminines. Des relations de pouvoir s'installèrent progressivement entre l'avant-garde des lobbyistes professionnelles - se sentant bien souvent investies d'une légitimité suffisante pour s'ériger en porte-parole du mouvement des femmes - et la base des militantes.

L'ONU, tout en profitant des potentialités des femmes, mène une entreprise de dépolitisation et de neutralisation des voix critiques du mouvement. Ce n'est pas très étonnant si on pense au rôle des Nations unies sur le plan international, qui n'est pas exactement de remettre en question les rapports de pouvoir, mais dont le « jeu » consiste plutôt à mieux légitimer les politiques néolibérales par une stratégie de partenariat qui donne l'illusion d'englober les « préoccupations » des femmes mais aussi de tout autre mouvement social.

Outre la confiscation de l'autonomie politique du féminisme, l'ONU s'emploie également à alimenter une certaine concurrence entre organisations de femmes pour l'obtention de fonds ; concurrence déloyale devant l'avantage évident des organisations les plus puissantes (principalement nord-américaines) qui concentrent les ressources et, du même coup, l'accès à la représentation [\[11\]](#). De plus, en adoptant lors de la conférence de 1995 à Beijing, une approche sectorielle [\[12\]](#), l'ONU empêche toute analyse systémique, toute stratégie relative aux causes structurelles des discriminations sexuelles vécues au quotidien par les femmes dans d'innombrables domaines.

Enfin, et ce travers n'est pas des moindres, les documents des conférences de l'ONU, s'ils ont valeur de règles normatives, n'ont aucunement force de loi. Tant qu'ils ne se transforment pas en action, ils demeurent des mots sans aucune signification. Or, si l'on veut que ces engagements internationaux ne se muent pas en musée de bonnes intentions mais soient réellement susceptibles d'engendrer actes politiques et programmes nouveaux en faveur des femmes, il faut constamment maintenir la tension sur les gouvernements. Ce rôle d'aiguillon sera évidemment exercé principalement par les femmes. Ayant ainsi, bien souvent investi pratiquement toute son énergie dans la défense et l'application des droits obtenus à un niveau supranational, le féminisme institutionnalisé restera cantonné dans une position de défense des acquis au lieu d'être une force d'impulsion et de créativité participant à un large mouvement de transformation de la société patriarcale.

Le bilan de cette intégration du féminisme au sein de l'arène onusienne laisse un goût amer : des avancées concrètes et indiscutables des droits des femmes ont eu lieu mais à quel prix ?!

Ce féminisme appliqué durant les grandes conférences internationales a donné plus de visibilité aux problématiques

du genre et rendu possible une plus large compréhension des difficultés rencontrées par les femmes dans différents pays. Il a permis de refléter une demande de besoins réels, de véhiculer une protestation contre les violences faites au genre féminin et de favoriser la diffusion des revendications d'égalité. En promouvant la réalisation d'actions correctives (comme des programmes pour l'égalité des chances, pour des quotas de pouvoir, pour des lois de protection des femmes, pour la correction des inégalités historiques, etc.), il a également contribué à minimiser certaines exclusions.

Mais le fait d'institutionnaliser le féminisme au sein des Nations unies a banalisé et réduit ses objectifs à des politiques pragmatiques et réalistes atténuant toute la radicalité initiale du projet féministe. Cette stratégie est forcément celle des petits pas. Les grands desseins alternatifs ne sont plus, dans le meilleur des cas, que de très lointaines étoiles qui guident l'action politique. Au sein de l'ONU, les femmes sont demeurées exclues des organes où se prennent les décisions mais aussi du « noyau dur » de la politique, c'est-à-dire de l'économie et des finances. Il n'y aura dès lors, pas de moyens financiers supplémentaires pour l'adoption de mesures politiques nouvelles en faveur des femmes. De plus, comme le fait très justement remarquer Miriam Nobre, coordinatrice du secrétariat de la Marche Mondiale des Femmes, « *si d'un côté, on parle d'une avancée dans la reconnaissance des droits, on n'explique pas d'autre part, pourquoi la pauvreté augmente. Or, ce qui s'est réellement passé, c'est une perte de droits. Il suffit de regarder la diminution du nombre de femmes disposant d'une sécurité sociale, la disparition des services publics, le manque de souveraineté et d'autodétermination, etc.* [13] ». Ainsi, de leur participation au champ politique des instances onusiennes, les femmes font l'expérimentation des paroles données, écrites et...non respectées. Elles sont lasses des conférences internationales et conscientes que le *lobbying* n'est que l'une des nombreuses formes possibles de la politique, et pas sa voie royale [14].

Féminisme et appareil d'Etat : un couple qui marche ?

Dans les années 1970, les mouvements de femmes investissent les gouvernements afin de faire progresser la cause féministe au sein de leur pays. Si les impacts de cette démarche sont variables selon les Etats et leurs orientations politiques, on assiste cependant, un peu partout, à la création de « ministères de la Condition Féminine » et/ou de secrétariats d'Etats féminins, à la promulgation de réformes législatives favorables aux femmes et, à partir des années 1980, à l'instauration de politiques publiques d'égalité des chances hommes/femmes.

Tout en réduisant la radicalité transformatrice du féminisme, cette forme officielle du féminisme d'inspiration libérale a néanmoins incontestablement produit des résultats dans certains domaines. En politique par exemple, avec l'augmentation de la participation des femmes à la prise de décision et dans la lutte contre la violence grâce à la législation sur le harcèlement et la violence conjugale. Par contre, elle est malheureusement restée sans effets dans le monde économique : des discriminations directes (écart salarial) ou indirectes (statut de cohabitante) persistent à l'heure actuelle [15].

Les politiques néolibérales d'ajustement structurel, en réduisant drastiquement les capacités d'action des Etats en matière économique et sociale, restreignent aussi les capacités futures de cette forme de féminisme institutionnel à servir la cause des femmes. En effet, tout se passe comme si on octroyait quelques bénéfices aux femmes d'un côté (ex : meilleure protection juridique), pour leur en soutirer d'autres dans un autre domaine (ex : les femmes sont les premières à souffrir de la privatisation du secteur de la santé).

Féminisme et Banque mondiale : un mariage « contre-nature » ?

Une partie du mouvement féministe, généralement alliée à la droite comme au néo-conservatisme, s'est lancée dans un inégal et vain « dialogue » avec les artisans de la globalisation. Voulant aménager la mondialisation néolibérale dans un sens plus « égalitaire », cette mouvance clairement réformatrice du début des années 1990 ne développe « aucune position critique face aux politiques d'ajustement structurel ni à la mise en oeuvre du néolibéralisme. La

mondialisation est analysée comme un phénomène irréversible et vue à travers de ses effets positifs et négatifs sur les femmes [\[16\]](#) ».

Les représentantes de ce type de féminisme se retrouveront en particulier dans les grandes organisations féminines de *lobbying* politique telle que WEDO (Women's Environment and Development Organization) déjà mentionnée ci-dessus. Le but premier de ce réseau est de rendre la « *gouvernance globale démocratique, responsable, équitable et sensible au genre* ». Dans ce dessein, WEDO propose des mesures de régulation de la mondialisation favorisant en particulier la participation des femmes aux décisions néolibérales ainsi que l'encouragement « *de politiques de commerce qui soient plus concernées par les besoins des femmes au sein des négociations commerciales de l'OMC* ». Ainsi, loin de vouloir comme d'autres abolir l'Organisation Mondiale du Commerce, WEDO s'est fixé comme objectif de la démocratiser et d'y intégrer le genre [\[17\]](#).

Cette approche visant à remodeler le marché mondial, à lui donner une forme plus supportable pour les femmes, n'affronte nullement l'ordre économique international ni l'exploitation sur laquelle il repose. Elle dénonce les violences faites aux femmes dans la sphère du privé sans mentionner la violence structurelle inhérente à la logique d'accumulation capitaliste. De plus, en omettant de placer la féminisation de la pauvreté dans le contexte de l'évolution des relations capitalistes, elle est condamnée à être non pertinente et/ou à se faire coopter. Oubliant leur origine libertaire en tant que mouvement de pression et de critique sociale, prônant de nouveaux rapports et de nouvelles façons d'être hommes et femmes, cette partie des féministes institutionnalisées « en liaison » avec les promoteurs de la mondialisation s'expose à de nombreux dangers.

Tout d'abord, en s'associant aux IFI (Institutions financières internationales), elles contribuent, presque malgré elles, à la reproduction au sein de leurs organisations de la culture hiérarchique patriarcale prévalant à la Banque mondiale tout comme aux Nations unies. Ainsi, et ce en totale opposition par rapport aux principes éthiques originaux du mouvement, cette conception du féminisme finit par dupliquer, sans autre forme de procès, les formes et les valeurs du système patriarcal.

Ensuite, le « partenariat » que la Banque mondiale prétend instaurer avec ces organisations féministes, ne représente qu'un subterfuge supplémentaire lui permettant de neutraliser le mouvement, de lui ôter toute autonomie idéologique, institutionnelle ou financière, et simultanément de le purger de ses propositions radicales.

Durant plus d'une décennie, le mouvement des femmes fut placé sous l'hégémonie d'un féminisme institutionnalisé défendant des positions liées à un discours de gouvernements et d'institutions multilatérales. Quelle qu'ait été l'importance des victoires de ce courant, elles apparaissent néanmoins limitées dans leurs capacités à libérer les femmes. N'entamant nullement de critique de l'ordre économique mondial, ce féminisme ne permit qu'un aménagement du capitalisme dans le sens d'une plus grande équité de genre. A aucun moment, il ne fut susceptible d'impulser une réelle émancipation féminine.

Tant que le féminisme international ne s'engagera pas dans une analyse systémique suggérant un changement radical des structures de nos sociétés contemporaines, tant qu'il fera l'économie d'une perspective de classes, tant qu'il restera myope à l'articulation entre patriarcat et capitalisme, il confortera ces deux systèmes de pouvoir et demeurera sans avenir.

Le féminisme « autonome »

En cette fin du 20^e siècle, la mondialisation néolibérale n'a plus, pour la grande majorité des populations de ce monde, que les atours d'une gigantesque supercherie. N'ayant pas tenu ses promesses de justice et de prospérité infinie, elle n'est pas le « jeu » où tout le monde gagne mais plutôt une imposture générant un avenir fondé sur l'inégalité, un monde où, si quelques-uns s'en mettent plein les poches, les femmes sont les grandes perdantes. Pauvres et racisées, expulsées des campagnes, privées de services publics suite au désengagement de l'Etat exigé par les politiques d'ajustement structurel, confinées dans des emplois de plus en plus précaires avec des horaires

hyper flexibles et des salaires ridicules, et prises comme cibles de conflits armés qui font croître nationalismes, racismes, fondamentalismes et violences de toutes sortes, la grande majorité des femmes n'en finit pas de s'enfoncer, chaque jour un peu plus, dans la misère et l'insécurité. Le « développement » qui leur est imposé leur enjoint de travailler plus pour gagner moins, dans un environnement de plus en plus dégradé, à devoir retirer leurs enfants de l'école plus jeunes, surtout les filles, à ne plus pouvoir amener leurs malades ou parent-e-s âgé-e-s à l'hôpital public, à être déplacées de force, renvoyées de partout, surnuméraires, à avoir faim, à combiner grossesses, dénutrition et épuisement toute une vie durant, à mourir avant l'âge... Face à ces réalités scandaleuses de la « *femme mondialisée* | [18](#) », le mouvement féministe ne pouvait continuer à participer au processus de la mondialisation dans l'espoir de lui donner une autre forme. S'il voulait réellement rompre l'asservissement multiforme des femmes, il se devait de changer de stratégie.

Des radicalités féministes nouvelles en réaction à la mondialisation

Dès 1995, en marge de la conférence de Pékin, se constitue une nouvelle « internationale des femmes » regroupant une pléiade de collectifs, de réseaux nationaux et mondiaux, de groupes locaux, de mouvements de base, etc. Contrebalançant les identités féministes et les modèles d'actions consolidés au long de ces dernières décennies, ce féminisme « autonome » va, à partir de ses propres forces et en dehors de toute sphère d'influence (qu'il s'agisse de l'ONU, des Etats ou encore, des IFI), travailler à la définition d'un projet global de transformation de la société. Ces féministes vont, en questionnant les limites du néolibéralisme, tenter de créer un modèle sociétal où l'émancipation pleine et absolue des femmes ne relèverait plus de l'utopie. Internet - en assurant une rapidité dans la communication et dans la diffusion des informations tout en rendant possible des contacts quasi permanents - participera grandement à renforcer l'efficacité de ce nouveau réseau de solidarités féminines.

Lier « lutte des classes » et « lutte des sexes »

Héritier des féministes socialistes et marxistes de la « première vague », le féminisme « autonome » réactualise la nécessité de combattre simultanément capitalisme et patriarcat. Cette politique de lutte découle du constat de l'imbrication de ces deux systèmes d'exploitation et d'oppression qui constituent le cadre idéologique à l'intérieur duquel la très grande majorité des femmes sont maintenues dans une infériorisation culturelle, une dévalorisation sociale, une marginalisation économique, une « invisibilisation » de leur existence et de leur travail, une marchandisation de leur corps, toutes situations qui s'apparentent à un véritable apartheid des femmes [19](#) .

Comment expliquer que capitalisme néolibéral et patriarcat se nourrissent et se renforcent mutuellement ? Tout d'abord, l'opposition de classe recoupe en grande partie une opposition de sexe : même si, dans certains secteurs et pays, des femmes ont accédé à des postes de pouvoir, « *une minorité infime de femmes appartient à la classe capitaliste, tandis que la majorité des femmes qui travaillent, appartient à la classe des prolétaires* [20](#) ». Ensuite, à l'intérieur de cette classe, elles sont surexploitées à cause de leur exploitation spécifique en tant que femmes au sein d'un système de production non capitaliste parallèle et antérieur au système capitaliste, et sur lequel ce dernier s'appuie : « *le mode de production patriarcal des services domestiques* [21](#) ». La division sexuelle du travail et les rapports sociaux de sexe organisent ce mode d'exploitation domestique qui diffère de l'exploitation marchande parce qu'il est gratuit et qu'il repose sur l'appropriation physique des femmes dans une relation de sexage comparable à l'esclavage [22](#). Ces rapports sociaux de sexe sont fondés sur un système hétérosexuel et patriarcal qui assigne « naturellement » les femmes à la sphère de la reproduction. Le capitalisme croît et se régule notamment grâce au travail domestique gratuit et aux emplois féminins flexibles et sous-payés [23](#).

Par ailleurs, si le féminisme veut réellement atteindre l'émancipation complète des femmes, il doit se battre contre les inégalités sociales et de sexe mais également, contre les inégalités inhérentes aux relations Nord/Sud. Je m'explique : le féminisme découle d'une analyse politique de la répartition des pouvoirs et des richesses, et des inégalités entre les hommes et les femmes dans cette répartition. Or, l'égalité étant en substance indivisible - elle ne peut se limiter à

l'égalisation de la situation de certaines femmes avec celle de certains hommes -, l'analyse féministe passe obligatoirement par la prise en compte de l'ensemble des inégalités (inégalités entre les pays riches et les pays pauvres, inégalités à l'intérieur des pays en termes de catégories sociales et inégalités entre les hommes et les femmes) dans l'accès aux droits humains fondamentaux. Elle permet dès lors, de mettre en évidence - et de contester ! - les différents systèmes de domination (cf. le colonialisme et le néocolonialisme, le capitalisme et le patriarcat) responsables de ces principales inégalités. C'est ainsi que, lorsqu'elle va au bout de sa logique, la pensée féministe aboutit à une remise en cause de l'ensemble des mécanismes d'oppression subis par les femmes : rapports sociaux de sexe mais aussi rapports de classe et rapports Nord/Sud. C'est dans ce sens qu'il est possible de dire qu'une approche féministe contient potentiellement toutes les luttes d'émancipation. Cette spécificité du féminisme l'amènera à rechercher des alliances avec d'autres mouvements sociaux en lutte, tels que l'altermondialisme entre autres, afin d'avancer dans la réalisation de son objectif de transformation sociétale globale.

Alors que durant des décennies, les féministes blanches occidentales occupèrent une position hégémonique [24], reproduisant ainsi les inégalités de classes sociales et des rapports Nord/Sud au sein même du mouvement, la prise de conscience par le féminisme « autonome » de l'imbrication des systèmes d'exploitation devrait permettre de renforcer les collaborations entre militantes du Sud et du Nord, de l'Est et de l'Ouest. Ce n'est en effet qu'en dépassant leurs différences que les féministes « *pourront éviter d'être dressées les unes contre les autres et trouver des formes d'alliances pour combattre les inégalités* [25] » et dès lors, feront progresser l'idéal féministe.

Mouvement féministe et altermondialiste : vers un « Alter-féminisme » ?

Les femmes sont actives de façon massive au sein du mouvement global. Dès les premières mobilisations, des femmes paysannes d'Inde, des travailleuses domestiques de Bolivie, des ouvrières du Mexique et du Bangladesh, des militantes de l'environnement d'Ukraine, des activistes pour la démocratie au Chili et bien d'autres femmes d'horizons tout aussi divers, luttèrent en première ligne contre la mondialisation néolibérale [26]. Au long des diverses mobilisations internationales - telles Seattle et Genève - et des Forums Sociaux Mondiaux (FSM), une politique d'alliance entre les féministes et l'altermondialisation s'est créée. Cependant, alors que les mouvements de femmes, et en particulier la Marche mondiale des femmes (MMF), ont intégré les analyses et les revendications du mouvement « alter », autant ce mouvement n'a pas toujours, loin s'en faut, incorporé les dimensions du genre dans sa problématique, ses réflexions.

Pourquoi se mobiliser avec la Marche mondiale des femmes en 2010 ?

Quatre champs d'actions sont clairement définis :

▶ la paix et la démilitarisation de la planète. Ce groupe de travail est chargé d'élaborer une politique d'intervention de la Marche dans ce domaine, de fournir des analyses, de l'information et d'assurer la participation de la MMF aux mobilisations contre la militarisation et les conflits armés, etc. - *Coordination : COCAFEM - Coordination régionale des grands lacs africains (Rwanda, Burundi et République Démocratique du Congo).*

▶ la violence envers les femmes. La violence envers les femmes est considérée comme l'outil du maintien du patriarcat (contrôle du corps, de la vie et de la sexualité des femmes et marchandisation du corps féminin). Le groupe de travail s'attache de façon prioritaire à la question du trafic sexuel et approfondit la discussion du soutien des stratégies d'action entre niveaux locaux et internationaux, tout en ciblant les questions de prévention de la violence et des solutions pour en sortir. - *La coordination de la Marche mondiale aux Philippines est responsable du groupe. La coordination de la Marche en Roumanie est chargée d'actualiser cette section.*

▶ le travail des femmes. Le groupe de travail sur les alternatives économiques féministes est chargé, notamment, d'approfondir l'analyse féministe sur le sujet, de mettre à jour la plate-forme de revendications de la Marche mondiale des femmes, de maintenir le dialogue avec des réseaux proches, et de proposer des stratégies d'action. *Coordination : Marche mondiale des femmes au Pérou.*

▶ le bien commun et l'accès aux ressources. "Nous luttons pour l'accès à la terre, aux territoires, à l'eau et aux semences. Nous luttons pour l'accès au financement et aux équipements agricoles (...) Nous luttons pour de bonnes conditions de travail en milieu rural (...) Nous luttons pour notre autonomie et pour le droit de décider pour nous-mêmes, ainsi que de participer pleinement aux instances de prise de décision concernant la gestion de nos patrimoines naturels." Extrait de la Déclaration des femmes pour la Souveraineté Alimentaire (Nyéléni, 27 février 2007) Source : <http://www.marchemondiale.org/themes/biencommun/fr/>

Quels lieux de convergences ?

Avant d'aller plus en avant dans la réflexion sur les similitudes entre féminisme et altermondialisme, je pense qu'il convient de noter (ou de rappeler) que le néo-féminisme de la deuxième vague a joué un rôle important dans l'émergence d'une nouvelle militance politique. Par sa rupture avec les pratiques et les idéologies de la gauche des années 1970, sa critique transversale du pouvoir et de la séparation entre privé et public, sa pratique de l'autogestion, de l'horizontalité et de la décentralisation, etc., « *le Mouvement de libération des femmes a laissé ses marques dans la transformation de l'imaginaire collectif et les formes de la résistance actuelle mais sans que cela ne soit visibilisé [27]* ». Ainsi, la nouveauté des mouvements actuels, et du mouvement altermondialiste en particulier, est le produit de combats antérieurs, livrés notamment par les femmes.

Schématiquement, féminisme et altermondialisme se rencontrent sur quelques préoccupations fondamentales

Tous deux questionnent les bases mêmes de l'organisation de la société, interrogeant les notions de pouvoir et de démocratie, dans un même combat pour la dignité humaine. Par cette démarche, ils concernent l'ensemble des citoyens, hommes et femmes. C'est pourquoi, les revendications et luttes des femmes ne sont pas « spécifiques » aux femmes - il n'y aurait pas de « luttes de femmes » à côté de « luttes sociales » - : elles se situent plutôt au cœur de la

lutte collective contre la mondialisation néolibérale.

Ces deux mouvements visent une transformation sociale en profondeur qui consacre le respect des droits humains, et plus particulièrement des droits économiques et sociaux qui se trouvent au centre des luttes féministes et altermondialistes.

Enfin, féministes et altermondialistes ont la même volonté de faire de la politique *autrement*. Ils partagent une conception similaire du pouvoir basée sur un processus de prise en charge, d'autogestion et d'autodétermination par les collectivités de leur destinée. En conséquence, la décentralisation et l'horizontalité qui caractérisent de nombreux secteurs du mouvement altermondialiste, ne sont pas sans présenter des ressemblances avec ce qui avait été théorisé par certains courants féministes s'opposant à l'organisation centralisée et hiérarchique de la gauche traditionnelle.

Y a-t-il une perspective féministe au sein du mouvement altermondialiste ?

Sur le plan officiel, rien à reprocher au mouvement altermondialiste : le féminisme est partie prenante des enjeux qu'il défend et la plate-forme du FSM en fait un thème transversal qui doit être pris en considération dans tous les domaines. Pourtant, il y a loin de la coupe aux lèvres : « *Lire la réalité sociale avec des yeux de femmes demeure une démarche inhabituelle* [28] ». On ne se bouscule pas au portillon pour analyser l'articulation du sexisme et du néolibéralisme. Encore trop souvent, l'aspect différencié des conséquences de la mondialisation néolibérale sur les hommes et les femmes est rarement mis en avant ou dénoncé, lorsqu'il n'est pas tout simplement oublié ! Alors qu'il ne devrait pas y avoir de hiérarchie entre les revendications au sein du mouvement altermondialiste, la critique des inégalités économiques liées à la mondialisation occupe la place centrale : le rejet du sexisme est relégué en seconde position après celui du capitalisme. Les mouvements antimondialisation maintiennent donc une difficulté certaine à lier de manière *structurelle et transversale* la classe, le genre et les rapports Nord/Sud. Et, cette difficulté pose la question de la place et de la légitimité de la perspective féministe au sein du mouvement « alter »...

Malgré une évolution vers des panels plus paritaires, une plus forte présence des thématiques liées au genre, une participation accrue des femmes aux diverses instances décisionnelles ainsi qu'une augmentation manifeste de leur visibilité aux multiples séminaires, colloques et autres manifestations altermondialistes, le mouvement demeure emprunt d'un sexisme certain. De fait, il reproduit bien souvent en son sein, la division sexuelle du travail mais aussi les rapports sociaux de sexe des sociétés patriarcales. Aussi, s'il veut constituer une véritable alternative, le mouvement altermondialiste devra pratiquer un retour réflexif sur son fonctionnement concernant la dimension du genre.

Au delà de ces deux antinomies, mouvements féministes et altermondialistes constituent indéniablement des dynamiques complémentaires qui, en s'entremêlant l'une l'autre, s'enrichissent et se renforcent. Si le féminisme, en s'associant à la mouvance altermondialiste, a pu se radicaliser mais aussi assurer une certaine relève - principalement parmi les jeunes militantes -, le mouvement altermondialiste a quant à lui renforcé ses potentialités à se muer en un véritable projet sociétal alternatif, capable de faire face aux paradigmes omniprésents de l'impérialisme néolibéral. S'il veut construire cet autre monde où tous les autres mondes auront leur place, l'altermondialisme doit prendre en compte les rapports de genre et s'appropriier le discours féministe. La concrétisation d'un autre monde n'est pas possible sans les féministes, sans leur lutte pour une transformation complète non seulement des rapports de classe, des rapports Nord/Sud mais aussi des rapports sociaux de sexe dont le renforcement configure l'actuelle mondialisation néolibérale et lui donne toute sa violence et sa dangerosité. C'est bien par la suppression simultanée des trois systèmes d'exploitation et d'oppression capitaliste, patriarcal et néocolonial que nous avancerons vers l'émancipation du genre humain dans sa totalité.

- [1] On pense au fondamentalisme des Etats-Unis qui conteste, entre autres, le droit à l'avortement ; aux mouvements islamistes qui veulent limiter l'espace des libertés des femmes ou encore, à la montée des courants d'extrême-droite qui constituent l'un des pires ennemis des droits des femmes.
- [2] « En gros, nous avons gagné la partie ! »
- [3] Le féminisme de la première vague couvre les luttes qui se sont déroulées à partir de la deuxième moitié du XIXème siècle jusqu'au début du XXème. Une historiographie encore lacunaire des mouvements féministes en a longtemps effacé toute trace entre les années 1920 et 1960.
- [4] Françoise Collin citée par Nadine Plateau dans « Le mouvement des femmes en questionnement - ou comment lutter ensemble égales et différentes ? ». Texte paru dans l'Agenda interculturel du CBAI, n 252, avril 2007, p. 8-11.
- [5] Christine Delphy, « Théories du Patriarcat », p. 154-160, dans « Dictionnaire critique du féminisme », Paris, 2005, PUF, coll. Politique d'aujourd'hui, 315 p.
- [6] Nadine Plateau, Op. Cit.
- [7] « Nous aurons les enfants que nous voulons, si nous voulons et quand nous voudrions ! » fut un slogan fort usité par les féministes des années 1970 favorables à l'avortement.
- [8] En Pologne, l'avortement fut interdit en 1993.
- [9] La « décennie internationale de la femme » (1975-1985) inaugurée par la conférence de Mexico, donnera lieu à l'organisation d'autres conférences dont celle de Copenhague en 1980, de Nairobi en 1985, de Beijing en 1995 et d'autres Sommets, tel que celui de Rio en 1992, où la question du genre sera centrale.
- [10] Christa Wichterich, "La femme mondialisée", éd. Solin/Actes Sud, Arles, 1999, p. 230.
- [11] Jules Falquet, « Femmes, féminisme et développement : une analyse critique des politiques des Institutions internationales », dans « Regards de femmes sur la mondialisation », sous la dir. De Jeanne Bissilliat, éd. Karthala, Paris, 2003, 316 p.
- [12] Selon cette approche, les problèmes des femmes et leurs solutions, entraînent dans 12 catégories distinctes : la violence contre les femmes, la pauvreté des femmes, la santé des femmes, l'environnement, etc.
- [13] Miriam Nobre, « Le féminisme en Amérique latine », exposé réalisé lors du WE résidentiel de formation : « Pas de développement sans l'émancipation des femmes » organisé en juillet 2008 par le CADTM à Namur, Belgique.
- [14] Christa Wichterich, Op. Cit., p. 228-232
- [15] Nadine Plateau, Op. Cit.
- [16] Nalu Faria, « Le féminisme latino-américain : perspectives face au néolibéralisme ».
- [17] Sabine Masson, « Féminisme et mouvement antimondialisation », dans Nouvelles questions féministes, « A contresens de l'égalité », Lausanne, vol. 22, n3, 2003, 168p.
- [18] Appellation reprise du titre de l'ouvrage de Christa Wichterich, « La femme mondialisée ».
- [19] ATTAC, « Lorsque les femmes se heurtent à la mondialisation », éd. Mille et une nuits, Paris, 2003, p. 170-171.
- [20] Christine Delphy, « L'ennemi principal, une économie politique du patriarcat », éd. Syllepse, Paris, 1998, p.50.
- [21] Delphy, Op. Cit., p. 51.
- [22] Colette Guillaumin, « Sexe, race et Pratiques du pouvoir », dans Recherches féministes, vol. 5, n2, 1992.
- [23] Sabine Masson, Op. Cit.
- [24] C'étaient elles qui définissaient la norme, imposaient les priorités et définissaient les stratégies de lutte.
- [25] Nadine Plateau, Op. Cit.
- [26] Diane Lamoureux, « Le féminisme et l'altermondialisation », dans Recherches féministes, vol. 17, n2, 2004.
- [27] Sabine Masson, Op. Cit.

[28] ATTAC, Op. Cit., p.9